





Droits sociaux

				
PRESTATIONS SOCIALES	<ul style="list-style-type: none">• Annuler les réformes Macron sur le revenu de solidarité active (RSA)• Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés sous le seuil de pauvreté (accessible dès 18 ans)• Augmenter le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté et l'Allocation aux adultes handicapés (AAH) au niveau du SMIC	<ul style="list-style-type: none">• Poursuivre l'application de la loi Plein Emploi : augmentation de la conditionnalité dans l'accès au RSA.• Mise en œuvre de la solidarité à la source avec le versement automatique des aides dès 2025	<ul style="list-style-type: none">• Durcir l'accès des étrangers aux prestations sociales	<ul style="list-style-type: none">• Réserver les aides sociales aux Français et conditionner à 5 années de travail en France l'accès aux prestations sociales non-contributives comme le RSA.• Suspension des allocations familiales pour les parents de mineurs criminels ou délinquants récidivistes coupables de défaillance• Contrôler que les personnes qui perçoivent des prestations sont toujours vivantes, en particulier lorsqu'elles vivent à l'étranger• Réduire la dépense sociale par la mise en place de la priorité nationale
ACCES AUX AIDES	<ul style="list-style-type: none">• Garantir l'accès aux services publics à toutes personnes ne doit habiter à plus de trente minutes d'un accueil physique des services publics	<ul style="list-style-type: none">• Ouverture de nouvelle maison France services dans chaque canton, à 20 minutes de chez soi		

Emploi



SALAIRE ET PRIMES

- Augmenter les salaires par le passage du SMIC à 1600€ net
- Augmenter les indemnités de stage, le salaire des apprentis et des alternants

- Réforme des aides aux entreprises et de la prime d'activité pour faciliter les augmentations de salaire entre le SMIC et 2500€ nets
- Permettre aux entreprises de verser jusqu'à 10 000 € par an de prime sans charge ni impôt

- Réduction des cotisations sociales pour les salariés qui touchent moins de 4 200€ net.

- Permettre aux entreprises d'augmenter les salaires de 10 % jusqu'à trois fois le SMIC, en les exonérant de l'augmentation des cotisations patronales pendant trois à cinq ans

RETRAITE

- Annuler la réforme retraite, objectif réforme à 60 ans
- Augmenter le minimum contributif (pension de retraite pour une carrière complète) au niveau du SMIC

- Maintient de la réforme des retraites de 2023 à 64 ans. Revalorisation des retraites pour suivre l'inflation

- Maintient de la réforme des retraites de 2023 à 64 ans.

- Annuler la réforme des retraites de Macron et mettre en place un système de retraites progressif, qui incite les jeunes à entrer de manière précoce sur le marché du travail et prend en compte la pénibilité.

ASSURANCE CHÔMAGE

- Annuler les réformes de l'assurance-chômage qui réduit l'accès et la durée d'indemnisation.

- Mise en œuvre de la réforme de l'assurance-chômage qui réduit l'accès et la durée d'indemnisation. (avoir travaillé 8 mois sur les derniers 22 mois)

- Mise en œuvre de la réforme de l'assurance-chômage qui réduit l'accès et la durée d'indemnisation. (avoir travaillé 8 mois sur les derniers 22 mois)

- Annuler les réformes de l'assurance-chômage qui réduit l'accès et la durée d'indemnisation.

EMPLOI DES ÉTRANGERS

- Autoriser les demandeurs d'asile à exercer un emploi pendant la période d'attente de l'examen du dossier
- Régulariser les travailleurs, les étudiants étrangers

- Accueil des chercheurs de renom, des médecins, des étudiants à fort potentiel, tout comme les travailleurs qualifiés dont notre tissu économique a besoin.

- Restriction du regroupement familial par le durcissement des conditions (emploi stable etc.) et renforcer les sanctions pour les employeurs de travailleurs clandestins

Alimentation



SOUTIEN À L'AGRICULTURE

- Interdire l'importation de toute production agricole ne respectant pas nos normes sociales et environnementales
- Lutter contre l'accaparement des terres et permettre à chaque agriculteur qui souhaite s'installer d'accéder à une exploitation pour préserver le modèle agricole familial
- Soutenir la filière du bio et l'agroécologie, encourager la conversion en bio garantir un débouché aux produits bio dans la restauration collective

- Mettre en place des prix rémunérateurs pour les agriculteurs.
- Favoriser une alimentation de qualité payée au juste prix grâce à des prix planchers par filière

Selon programme de 2022

- Interdire l'importation en France et en Europe des produits qui ne respectent pas les mêmes normes que nous et exclure les produits agricoles sensibles de la négociation des accords commerciaux
- Donner la priorité aux produits agricoles français dans l'ensemble de la restauration collective,

- Renforcer les contrôles des importations pour mettre fin à la vente de produits étrangers ne respectant pas les normes françaises
- Garantir des prix rémunérateurs pour les agriculteurs
- Généraliser l'étiquetage sur l'origine et la qualité des produits alimentaires
- Lancer un grand plan « Manger français » obligeant les cantines à utiliser 80 % de produits agricoles français à l'horizon 2027

ACCESSIBILITÉ DE L'ALIMENTATION

- Bloquer les prix des biens de première nécessité dont l'alimentation par décret

- Maintenir les repas CROUS à 1 € pour les boursiers

- Protéger le pouvoir d'achat en cas de forte inflation par la suspension de la TVA sur une centaine de produits de première nécessité.

Lutte contre les discriminations racistes



- Donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou actes racistes, islamophobes et antisémites
- Instaurer un Commissariat à l'égalité doté d'un Observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel
- Adopter et mettre en œuvre un plan de lutte contre les discriminations, notamment à l'embauche, à la santé et au logement, et le renforcement des sanctions
- Conditionner les aides aux entreprises au respect de critères environnementaux, sociaux et de lutte contre les discriminations au sein de l'entreprise.

ENSEMBLE

- Généralisation de la pratique du testing pour lutter contre les discriminations à l'embauche

les **IR**
Républicains

